



Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et de Justice,  
1  
« RRSSJ »

**COORDINATION PROVINCIALE DU NORD KIVU**

ASBL de droit congolais, doté de la Personnalité Juridique aux termes de l'Arrêté Ministériel  
n°767/CAB/MIN/J&DH/2012 du 18 avril 2012

Tél : +234 (0) 997 720 450, (0) 820 018 584, +243 993 830 093, +243 821 684 428.

E-mail : [nordkivu@rrssj-rdc.org](mailto:nordkivu@rrssj-rdc.org)/[goyonmilemba@gmail.com](mailto:goyonmilemba@gmail.com)

*Projet d' :*

**« Appui de la Société Civile à la vulgarisation, au suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et de la Résolution 2098 et au plaidoyer pour la réforme de l'Armée en République démocratique du Congo »**

**RAPPORT MENSUEL PROVINCIAL DU NORD-KIVU  
MAI 2014**

**BCP/RRSSJ/NK/06/2014**

## I. CONTEXTE ET SITUATION SECURITAIRE DU MOIS DE MAI

Le mois de mai, reste marqué par le phénomène d'enlèvement d'enfants dans la ville de Goma, la réaction de la population du territoire de Nyiragongo à travers une lettre ouverte aux autorités provinciales sur ce qu'elle qualifie de politisation de la Police Nationale Congolaise.

Le mois de mai reste aussi marqué par la tenue, du 21 au 23 à Goma, de la septième [et la première en RDC] réunion du Comité d'Appui Technique (CAT) de suivi de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba. L'ouverture officielle était présidée par l'Envoyée spéciale du Secrétaire Général des Nations unies pour la région des Grands Lacs, Madame Mary ROBINSON.

La délégation a été conduite par l'Ambassadeur Boubacar DIARRA, Représentant spécial de l'Union africaine pour la région des Grands Lacs et le Congolais François MWAMBA, Coordonnateur du Mécanisme National de Suivi de l'Accord-cadre de paix d'Addis-Abeba.

Partant de la situation sécuritaire de ce mois, il ressort de l'analyse faite par différents acteurs ainsi que par les autorités provinciales qu'au cours de ce mois au Nord-Kivu, une petite accalmie sécuritaire a été observée sur toute l'étendue de la province, hormis quelques cas d'incivismes des groupes armés enregistrés entre les Territoires de Masisi, Walikale, Rutshuru et Beni où la population a dénoncé un mouvement des rebelles d'ADF-NALU en débandade vers la localité de Komanda, en Province Orientale.<sup>1</sup>

A Goma, c'est plus les cas de vols à mains armées qui ont été enregistrés dans presque tous les quartiers de la ville. Les filles y deviennent de plus en plus une véritable cible des bandits qui pénètrent dans les maisons : Madame Nyota MAENE, âgée de plus 20 ans et mère de deux enfants, a été tuée dans la nuit du 25 au 26 mai, aux environs d'une heure du matin, au quartier Ndosho, Commune de Karisimbi.

Le même quartier avait connu, deux semaines auparavant, le viol de deux filles d'une même maison par des bandits à mains armées.

En Territoire de Walikale, le Secrétaire Exécutif des Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda [FDLR] a réaffirmé la volonté de son mouvement de procéder au désarmement volontaire, dans le village de Buleusa, situé entre Lubero et Walikale.

La population locale, victime des exactions et autres mauvais comportements des FDLR, depuis des lustres, reste sceptique quant à l'impact réel des redditions annoncées à compte goutte.

---

<sup>1</sup> Source : Compte rendu du conseil de Ministres provinciaux tenu ce 24 mai 2014 au Gouvernorat provincial du Nord-Kivu où le Ministre provincial en charge de l'ordre publique a fait état de la situation sécuritaire de toute la province et les membres du conseil ont rassuré la population que toutes les mesures sécuritaires sont prises par l'hierarchie militaire afin d'anéantir ces forces du mal.

Plusieurs interrogations traversent les esprits : faut-il croire les FDLR ? Sont-ils réellement pour la paix en RDC et dans la région des Grands Lacs ? Pourquoi n'adhèrent-ils pas facilement au programme DDRR<sup>2</sup>, placé sous l'égide de la MONUSCO ? Quid de l'éventualité d'un dialogue inter rwandais ?

Ces inquiétudes se justifient, en partie, par le fait que les données collectées par le RRSSJ sur terrain font mention de la présence des FDLR dans les villages et localités du Territoire de Lubero où elles sèment la terreur et perçoivent des taxes illégales sur les produits de champs, élevages ou pour accéder aux champs...



*Un échantillon représentatif des éléments des FDLR ayant déposé les armes [Photo RRSSJ]*

En territoire de Nyiragongo, le cas frappant d'insécurité a été seul dû au problème du pouvoir coutumier, surtout dans le Groupement de Kibati où l'installation du nouveau Chef de Groupement a fait l'objet d'affrontements entre communautés.

## **II. ETAT D'AVANCEMENT DE LA REFORME DU SECTEUR DE SECURITE EN PROVINCE**

### **2.1. Actions menées par les acteurs étatiques**

Au niveau de l'Exécutif provincial/Gouvernement, un Conseil ordinaire a été tenu au Gouvernorat provincial au cours duquel des questions sécuritaires et humanitaires ont fait l'objet des échanges entre les membres du Gouvernement provincial du Nord-Kivu et la presse, sous la présidence du Gouverneur de province. A l'issue de cette réunion, des mesures/recommandations importantes ont été arrêtées par les membres du Conseil pour faire face à la situation d'insécurité persistante.

---

<sup>2</sup> DDRR : désarmement, démobilisation, regroupement, rapatriement et réintégration.

a) *De la réforme de la Police Nationale Congolaise*

L'Organisation Internationale de Migrations [OIM-Goma], la Mission européenne de Police [EUPOL] et la MONUSCO continuent d'apporter leur assistance aux éléments de la Police Nationale Congolaise, en formation sur la Police de Proximité, la lutte contre les Violences Sexuelles et la police de mines.

b) *De la réforme de l'Armée*

La réforme de l'Armée au Nord-Kivu demeure un grand défi. Malgré cela, il a été noté des activités liées au contrôle biométrique des FARDC et dont la remise des cartes biométriques ont été octroyées aux omis de cette opération.

Cette opération s'est déroulée dans la ville de Goma, le Territoire de Rusthuru, Walikale et Masisi.

## **2.2. Actions menées par les acteurs non étatiques**

a) Partant des actions d'interaction entre la Société Civile avec les acteurs étatiques, la Coordination Provinciale du RRSSJ/Nord-Kivu a participé à plusieurs activités, notamment l'atelier de formation en consolidation de la paix régionale, organisé par *The Africa Centre for the Constructive Resolution of Disputes*, en collaboration avec le Secrétariat Exécutif de la CIRGL

Les participants sont venus de la RDC, du Burundi, du Rwanda, du Kenya et de l'Ouganda. Le RRSSJ y a été représenté par Me Goyon MILEMBA [Coordonnateur Provincial du RRSSJ/Nord-Kivu] tandis que Me Omar KAVOTA y a été au nom et pour le compte du Groupe de Travail pour le suivi de l'Accord-cadre et de la Résolution 2098.

20 mai à Rutshuru : le RRSSJ a pris part à la réunion inter agences où il a été question de partager les informations sur l'état des lieux de la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et la Résolution 2098 du Conseil de Sécurité des Nations unies.

Hormis ces actions, la Coordination du RRSSJ au Nord-Kivu a tenu des réunions à l'interne, lesquelles ont permis d'évaluer les activités menées sur terrain.

b) En mai, le RRSSJ Nord-Kivu a travaillé avec les communautés de base, sur des questions d'ordre sécuritaire, dans le but d'évaluer la situation à la base et de collecter les attentes et recommandations de la population en vue d'un plaidoyer auprès des décideurs. D'où la descente d'une équipe de Coordination Provinciale du RRSSJ, dans la localité de Kibati, en Groupement de Monigi.

A l'ordre du jour : l'incursion des militaires rwandais sur la colline Hehu, près de la localité de Murambi.



*La colline de Hehu, Groupement Monigi/localité de Murambi a enregistré plusieurs tentatives d'incursion de l'armée rwandaise, depuis novembre 2013 [Photo RRSSJ]*

A Kiwanja, Nyamilima et Jomba, l'équipe du RRSSJ a eu des fructueux échanges avec les jeunes issus des différentes communautés. Au menu : la sensibilisation à la désolidarisation avec les groupes armés, au profit de la reconstruction du Territoire de Rutshuru, longtemps déchiré par des affres des guerres tribalo-ethniques ou communautaires.



*Des jeunes représentant différentes communautés de Rutshuru, en contact avec les acteurs du RRSSJ/Nord-Kivu [Photo RRSSJ]*

c) Dans le but d'évaluer l'impact de ses activités sur terrain, le RRSSJ/Nord-Kivu a associé les médias locaux dans la couverture médiatique des actions de terrain. C'est la raison pour laquelle que certains membres de la Coordination ont été invités à des émissions radiodiffusées pour traiter des questions liées au processus de la réforme du secteur de sécurité et l'état d'avancement de l'effectivité de la mise en œuvre de l'Accord-cadre et de la Résolution.2098.

### **LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD CADRE ET DE LA RESOLUTION 2098**

La ville de Goma a accueilli la septième réunion du Comité d'Appui Technique (CAT) de suivi de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, du 21 au 23 mai. L'ouverture officielle était présidée par l'Envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations unies pour la région des Grands Lacs, Mary ROBINSON.

Au cours de cette réunion, le CAT a eu à examiner, entre autres, les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan d'action régional de l'Accord-cadre.

Plusieurs recommandations ont été adoptées, notamment :

- la relance de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs [CEPGL] ;
- le respect et la mise en œuvre de l'Accord-cadre par les Etats signataires ;
- la poursuite du processus de paix à l'Est de la RDC, avec le démantèlement complet des groupes armés...

### **III. PREOCCUPATIONS MAJEURES DE LA BASE ET RESULTATS OBTENUS AU COURS DU MOIS DE MAI 2014**

Etant précisé que la situation sécuritaire dans certains coins de la province du Nord-Kivu demeure instable, la population locale est préoccupée par l'insécurité persistante qui dans la province.

- L'insécurité grandissante dont les assassinats ciblés, meurtres, enlèvements, les vols à mains armées et bien d'autres formes de barbarie humaine ;
- Le conflit coutumier, foncier et politique qui déchire certains territoires de la province dont notamment en Territoire de Nyiragongo, Masisi et Walikale ;
- L'accompagnement des déplacés de guerres pour leur retour dans leurs villages d'origines ;
- L'encadrement des enfants de la rue qui sèment l'insécurité dans la ville de Goma en tracassant les paisibles citoyens ;
- L'impraticabilité des routes de déserte agricole voire l'état de la voirie de Goma où la poussière ne cesse de causer des maladies endémiques aux paisibles populations;
- Le phénomène d'enlèvement d'enfants.

### **a) De la réforme du secteur de sécurité**

Le processus de la RSS reste l'idéal pour le gouvernement congolais, car à l'issue de celle-ci la RD Congo est appelée à s'approprier davantage le processus de la réforme en élaborant et en appliquant avec diligence une stratégie nationale pour la mise en place des institutions judiciaires et de sécurité efficaces et de jouer un rôle directeur dans la coordination de ce processus. Certes, il sied de noter que celle-ci connaît de difficultés d'ordres techniques, politiques et surtout financières pour son effectivité sur terrain, mais il y a lieu de reconnaître quelques avancées significatives au niveau de la Police Nationale Congolaise contrairement au niveau de l'armée où beaucoup reste à faire!

### **b) Mise en œuvre de l'Accord- cadre et de la Résolution 2098**

La mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis Ababa au niveau de la province au cours de ce mois n'est pas encore effective. Car, les groupes armés continuent de semer. C'est dans cet angle que le bilan de l'appui de la MONUSCO au processus de la réforme du secteur de sécurité paraît mitigé et critiqué.

Quant à la Résolution 2098, il y a lieu de noter des avancées significatives en ce qui concerne la volonté manifeste de la communauté internationale, à travers la MONUSCO, d'éradiquer les groupes armés encore actifs dans la province du Nord-Kivu. L'implication de la Force d'intervention de la MONUSCO dans les opérations menées contre les FDLR, dans le Parc national de Virunga ainsi que contre d'autres groupes armés comme les ADF-NALU en Territoire de Beni, les APCLS en Territoire de Masisi, témoignent de cette volonté manifeste de la communauté internationale.

### **3.2. Résultats obtenus au cours du mois**

1. Les réunions tenues par la Coordination provinciale du Nord-Kivu ont abouties à l'évaluation des stratégies mise en œuvre pour la réalisation des activités de terrain.
2. Les actions de plaidoyers et de lobbying menées en faveur des communautés locales ont été organisées au niveau local par la coordination provinciale du RRSSJ Nord-Kivu et elles ont été fructueuses dans l'amélioration de certaines situations observées sur terrain.
3. La participation active de la Coordination Provinciale du RRSSJ à des rencontres et activités, organisées par les acteurs étatiques et non étatiques.
4. Le renforcement des capacités des animateurs et Points Focaux du réseau, en matière de Gouvernance et Démocratie participative.
5. Des contacts et consultations de partenariat, dans le cadre de la réforme du secteur de sécurité, droits humains, la bonne gouvernance.
6. Les rapports d'activités planifiées et réalisées ainsi que des informations en termes d'alerte ont été partagés avec d'autres partenaires nationaux et internationaux impliqués dans la réforme du secteur de sécurité et de la justice...

## IV. ENJEUX, DEFIS ET RECOMMANDATIONS

### 4.1. Les enjeux

- 1) L'éradication des groupes armés nationaux;
- 2) Les préparatifs des élections locales et municipales par les partis politiques et/ou regroupements politiques en province ;
- 3) La question de l'exploration du pétrole dans le Parc national de Virunga par la société SOCO International, projet qui départage les populations riveraines, les chefs coutumiers et notabilités avec les autorités tant nationales que provinciales les uns contre les autres ;
- 4) Créer des mécanismes appropriés de désarmement et de rapatriement des groupes armés étrangers dans leurs pays d'origine ;
- 5) Créer des mécanismes de dialogues au niveau de pays d'origine pour les groupes armés étrangers et ce, envie de consolider la paix et la démocratie dans la région des grands lacs, etc.

### 4.2. De défis

La consolidation de l'autorité de l'Etat à travers la restauration effective de la paix, la stabilité, la démocratie, la sécurité, la lutte contre la corruption et l'impunité et ce, pour garantir le développement durable de la RDC.

### 4.3. De recommandations majeures

#### Etats de la région

- ☞ Déferer - aux demandes d'extradition – toutes les personnes sur lesquelles pèsent des soupçons crédibles de commission des crimes internationaux.

#### MONUSCO

- ☞ Renforcer les efforts, dans le cadre de la mission de stabilisation en RDC ;
- ☞ Mettre en place des mécanismes tendant à lutter contre ou à mettre fin aux circuits illicites d'exploitation ou d'exportation des ressources naturelles de la RDC.

#### Aux Envoyés Spéciaux

- ☞ Rendre publiques les feuilles de route définissant clairement leurs actions afin d'éviter tout chevauchement dans les politiques de mise en œuvre des programmes.

MNS

- ☞ Créer des représentations en provinces pour être proche des réalités locales de terrain.
- ☞ Œuvrer pour le strict respect des engagements des signataires de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et des autres instruments juridiques régionaux et internationaux pour l'ensemble des Etats de la région.
- ☞ Assurer un suivi effectif et accru de la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba.

Pour le RRSSJ/Nord-Kivu

**Me Goyon MILEMBA**  
Coordonnateur Provincial

**Emmanuel MUHIMA ABBAS.**  
Chargé de l'Infos et Comm.